

Ma contribution à la réflexion des communistes préparant leur congrès porte sur deux points: la mise en pratique des décisions de congrès d'une part et d'autre part la question de l'Union Européenne.

Sur la mise en pratique des décisions de Congrès:

Notre 36e Congrès a réalisé une avancée en analysant d'un même pas la crise sociale et écologique de notre société et les imbrications de leurs différents aspects. Mais quelles en ont été les conséquences pratiques dans l'action de terrain des communistes?

Certes des progrès ont été réalisés notamment dans la dernière période pour la prise en compte de ces questions au niveau national: analyses, communiqués, publications, initiatives notamment lors de la COP 21 témoignent d'un réel suivi et sont choses nouvelles et positives.

Et mal relayées au plan local . J'ajoute que les cellules qui restent, des sections voire des fédérations poursuivent leurs démarches traditionnelles et ignorent ces avancées. Il est si commode (et démagogique) d'opposer "le social" et les élections de demain aux "rêveries" sur l'écologie! Evidemment, une organisation de militants nombreux et pris par l'urgence du quotidien ne peut pas réagir comme une troupe de petits soldats; ce n'est pas ce qu'on lui demande. En revanche, il y a des nuances entre difficulté à avancer et trainer les pieds...

Or l'urgence politique est réellement de se pencher et d'exprimer des positions de classe sur tous les sujets qui sont débattus dans l'espace public, et les questions écologiques entre autres. Les discours avec mention polie à "la transition écologique" sans contenu concret, les incantations de surface, voire l'abandon délibéré de ces sujets aux "autres" sont des renoncements concrets, répétés à notre démarche révolutionnaire et parfois de petites lâchetés par facilité. C'est de fait l'image d'un PCF replié sur ses points d'ancrage et défensif que nous donnons trop souvent encore; fuite devant les grandes questions du dépassement de la société capitaliste et dérive vers la défense de positions électorales

Un effort du Parti sur lui même est urgent à mon avis: faire mieux connaître nos positions de congrès d'abord, puis accélérer la formation des militants sur ces questions (stages fédéraux, séquences de formation au niveau des sections ...) ; notre presse (même s'il n'y a plus d'organe central") doit donner à réfléchir aux lecteurs en introduisant, à côté des autres, ce que disent les communistes sur ces questions qui ne sont pas l'apanage de telles associations par ailleurs estimables... mais à qui échappe (et on ne le leur reprochera pas), la visée communiste. Aider les communistes à être sans complexe inventifs, actifs sur ces terrains est urgent.

Sur l'Europe:

Depuis plusieurs années l'Union Européenne est un point nodal de notre réflexion stratégique.

Sur le fond des choses, les économies des différents pays se sont interpénétrées, les marchés financiers se sont presque confondus, les firmes répartissent leurs unités de production sans tenir compte (officiellement au moins) des frontières, les classes dominantes sont devenues cosmopolites et sont inter solidaires: Davos en est le symbole. Déjà la Trilatérale en son temps préconisait de se détourner de la démocratie; à présent les dérives autoritaires, sécuritaires et austéritaires vont de pair et se mettent en place.

Les peuples européens ont fait l'expérience de cet ultralibéralisme: plus des 2/3 des lois en France sont d'origine "européenne" , les inégalités s'accroissent et la misère avec, sous toutes ses formes, l'industrie se rabougrit avec son corollaire le cancer du chômage. La rupture avec les valeurs humanistes se perçoit à travers la crise "des migrants". Ces régressions ne sont pas clairement imputées aux choix ultralibéraux, mais à "l'Europe" elle même au risque de "jeter le bébé avec l'eau du bain" . Du coup le FN surfe sur ce rejet de façon démagogique.

Sans revenir à Lamennais pour qui "là où la liberté opprime, l'état doit intervenir pour protéger les plus faibles" (en substance) , Jaurès notait que "un peu d'internationalisme éloigne de la nation, et que beaucoup d'internationalisme y ramène". L'exemple grec montre l'engagement d'un état et les limites dues aux rapports de force; l'arrogance ultra libérale britannique montre que dans un autre rapport de forces, un état peut infléchir les décisions européennes; en son temps, le "compromis de Luxembourg" imposé par la France faisait la même démonstration.

Il me semble que notre Parti devrait hausser le ton à l'égard des politiques de l'UE et de la Commission de Bruxelles; ne serait ce que pour ne pas sembler un ton en dessous ou même désertier le champ de la souveraineté nationale et de la défense à ce niveau des intérêts matériels de notre peuple.